



DrugNet Europe

Observatoire Européen des
Drogues et des Toxicomanies

Lettre d'Information Bimestrielle de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies

Janvier-février 2000 • N° 21

ISSN 0873-5387

LE CONSEIL EUROPÉEN D'HELSINKI

donne son feu vert la nouvelle stratégie de l'UE contre la drogue

Le Conseil européen s'est réuni à Helsinki les 10 et 11 décembre 1999 et a pris note de la nouvelle Stratégie de l'UE de lutte contre la drogue 2000-2004¹. Le sommet a invité les institutions et les organes européens concernés par cette stratégie à la mettre rapidement en place et à établir un rapport sur les premiers résultats d'ici la fin de 2002.

La stratégie, qui se veut une réponse "globale, pluridisciplinaire et intégrée" face aux drogues illicites, s'est fixé plusieurs objectifs clés, parmi lesquels :

- veiller à ce que la question de la drogue reste une priorité majeure de l'action interne et externe de l'UE ;
- poursuivre l'approche intégrée et équilibrée de la lutte anti-drogue menée par l'UE où la réduction

de l'offre et de la demande constituent des facteurs qui se renforcent mutuellement ;

- assurer la collecte, l'analyse et la diffusion de données objectives, fiables et comparables sur le phénomène de la drogue dans l'UE avec le soutien de l'OEDT et d'Europol ;
- promouvoir la coopération internationale et l'intégration du contrôle de la drogue dans la coopération pour le développement de l'UE, et soutenir les efforts des Nations unies (et notamment du PNUCID), pour développer la coopération internationale fondée sur les principes adoptés lors de la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à la drogue (juin 1998) ; et
- souligner que, sans vouloir faire appel à de nouveaux fonds, une bonne mise en œuvre de la stratégie exigera des ressources appropriées.

Le directeur de l'OEDT, Georges Estievenart, a déclaré que le texte "met en valeur un certain nombre d'éléments nouveaux et importants dans les domaines de l'information, de l'évaluation, de la recherche et de la coordination sur les drogues, éléments qui intéressent directement l'OEDT et concerneront de très près son programme de travail actuel". Il apprécie en particulier l'importance que la stratégie attache à la fiabilité des informations sur les drogues en tant que base solide pour des bonnes prises de décisions politiques. Il applaudit également la proposition avancée pour que l'évaluation fasse partie intégrante de l'approche de l'UE face au problème de la drogue.

La présidence finlandaise a soumis la stratégie au sommet d'Helsinki en tenant compte des avis du Parlement européen, du Conseil, du Comité économique et social, du Comité des régions ainsi que de l'OEDT et d'Europol.

Ignacio Viquez Molin

¹ Voir DrugNet Europe n°18.

Rapport annuel 1999 : "3 à 5 millions d'Européens auraient essayé l'héroïne"

L'héroïne sous-tend la plupart des problèmes de consommation de drogues dans l'UE et on estime que 3 à 5 millions d'Européens auraient essayé cette substance au moins une fois dans leur vie. Le cannabis reste toutefois la substance illicite la plus fréquemment consommée dans les 15 pays. Des études récentes laissent apparaître que plus de 40 millions de personnes dans l'ensemble de l'UE l'ont essayée (une personne sur cinq parmi les 15 à 16 ans et au moins une sur quatre pour les 15 à 34 ans, en moyenne).¹

Telles sont les conclusions, parmi d'autres, du Rapport annuel sur l'état

du phénomène de la drogue dans l'Union européenne de 1999 de l'OEDT, lancé le 22 novembre au Presse- und Informationsamt der Bundesregierung à Berlin. Le Rapport révèle que la prévalence globale de la consommation problématique des drogues (due principalement à l'héroïne) "semble s'être largement stabilisée dans la plupart des pays communautaires bien qu'il y ait une incidence continue de nouveaux cas, contrebalancée par un certain nombre d'utilisateurs qui arrêtent leur consommation ou meurent". Les consommateurs problématiques dans l'Union européenne sont estimés de 1 à 1,5 million pour une population de quelque 375 millions.

Selon le Rapport, même si la consommation d'héroïne va souvent de pair avec le dénuement urbain, cette corrélation ne devrait pas être trop simplifiée. "Alors qu'en général, la prévalence de l'héroïne est plus importante dans les régions urbaines, cette drogue s'étend aux villes de moindre dimension et aux zones rurales". Le Rapport révèle également que les traitements de substitution relatifs à la dépendance aux opiacées se développent rapidement. Sur tout le territoire de l'UE, on estime à quelque 300 000 les personnes qui bénéficient d'une thérapie de substitution, principalement à la méthadone. Dans plusieurs pays, la prescription médicale d'héroïne est en cours de discussion.

¹ http://www.emcdda.org/publications/publications_annrep_99.shtml
<http://www.emcdda.org/press/press.shtml>

L'OEDT ET

REITOX

FORMENT À

L'ÉVALUATION

En 1999, l'OEDT et les Points focaux nationaux REITOX (PFN) ont conjointement offert des sessions de formation visant à promouvoir l'évaluation de la toxicomanie dans l'Union européenne et à améliorer les compétences des professionnels de la réduction de la demande dans le contexte du projet EDDRA (Échange sur les actions de réduction de la demande de drogues).

Les professionnels dans ce domaine, notamment ceux qui ont un rôle de meneur parmi leurs pairs, ont été invités à se former auprès des PFN. Les sessions nationales avaient pour objectif de sensibiliser les décideurs nationaux et régionaux et de leur donner les compétences nécessaires pour pratiquer l'évaluation, obtenir un retour d'informations et émettre des recommandations directement à partir des expériences pratiques. Cette initiative a contribué à renforcer les liens entre l'OEDT et la pratique *in situ* de la réduction de la demande.

Les sessions de formation organisées en 1999 par les PFN, et cofinancées par l'OEDT, ont compté plus de 1 000 participants dans sept pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal. Les objectifs et les résultats ont varié en fonction des caractéristiques et des priorités nationales et culturelles.

Les représentants des Points focaux se sont déclarés satisfaits de voir que les sessions de formation avaient été bien acceptées et qu'elles les avaient fait mieux connaître.

Gregor Burkhardt

Aide aux toxicomanes dans les prisons de l'UE

Les médecins des pénitenciers sont-ils prêts à prescrire des traitements de maintenance à la méthadone ? Les consommateurs occasionnels de cannabis sont-ils considérés comme une population cible pour les mesures d'assistance ? Les analyses d'urine constituent-elles un moyen de contrôle ou un appui ? Les programmes d'échange de seringues sont-ils plus efficaces lorsque les seringues sont fournies par le personnel carcéral ou par une machine ?

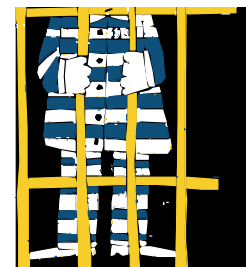
Telles sont, entre autres, les questions discutées lors d'une réunion d'experts qui s'est déroulée à l'OEDT le 13 décembre 1999. Cette réunion a été l'occasion de lancer une étude sur l'aide pratique dispensée aux toxicomanes dans les prisons de l'UE.

Les participants ont noté qu'il n'est pas toujours simple de définir la population cible des programmes d'aide dans les prisons. En effet, les personnes arrêtées pour des délits liés à la drogue ne sont pas toujours des toxicomanes dépendants

alors que certaines personnes détenues pour d'autres délits peuvent présenter des antécédents de consommation de drogue. De la même façon, la collecte d'informations sur la consommation de drogue dans ce milieu est souvent entravée par les différences qui existent entre systèmes d'information. L'étude exploratoire de l'OEDT contribuera à faire le point sur la consommation de drogues en prison, l'accès aux structures d'aide, les types d'aide, le suivi de santé, la formation du personnel, les populations spéciales (femmes, immigrés, etc.) et les meilleures pratiques.

Pour de plus amples informations et pour participer à l'étude, veuillez contacter Heino Stöver à l'université de Oldenburg (e-mail: Heino.Stoever@UniOldenburg.de).

Petra Paula Merino



Design: Tiago Patrão

Recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

Début 1999, l'OEDT a lancé une étude sur la recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande, complétant ainsi un projet en cours en matière d'épidémiologie visant à analyser les schémas de consommation de drogues. Coordonnés par le Conseil des pays du Nord pour la recherche sur l'alcool et les drogues (NAD), l'initiative impliquait de dresser un inventaire d'études sur la recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande.

Cet inventaire comprend une bibliographie annotée, les profils par pays de l'état actuel de la recherche qualitative, et les listes des projets de recherche récents et en cours ainsi que des chercheurs. Son but est de dresser une image critique et fidèle de la recherche actuelle en matière de réduction de la demande.

Les résultats préliminaires de l'étude ont été discutés par quelque 20 chercheurs au cours d'un séminaire qui

s'est tenu du 7 au 9 octobre 1999 à l'OEDT. L'étude révèle que la recherche qualitative peut être différenciée à trois niveaux dans le domaine de la réduction de la demande, chaque niveau étant étudié à différents degrés :

- réponses individuelles aux activités de réduction de la demande (par ex., attitude des patients vis-à-vis du traitement – aspect le plus souvent traité) ;
- évaluation de projets uniques de réduction de la demande (par ex., évaluation du processus – aspect moins étudié et, par ailleurs, peu de projets incluent des prestations de services) ;
- études de réseaux de réduction de la demande, de systèmes et de coopération entre les services (aspect rarement envisagé).

L'inventaire est disponible sur le site web de l'Observatoire consacré à la recherche qualitative à l'adresse <http://www.qed.org.uk>.

Margareta Nilson

NOUVELLE HAUSSE DU VIH PARMIS LES UDVI

Une nouvelle hausse du VIH a été relevée en Finlande et au Portugal parmi les usagers de drogues par voie intraveineuse (UDVI). En Finlande, où les taux d'infection étaient auparavant très faibles, les statistiques indiquent qu'au moins 89 UDVI ont été contaminés depuis l'été 1998. Entre temps, un sondage dans les rues de Lisbonne a révélé une prévalence de 48 % parmi les 252 UDVI, laissant penser à une transmission récente du virus.¹

Cette nouvelle hausse peut traduire une conscientisation moindre des toxicomanes par injection face au VIH. En Finlande, la faible incidence de l'infection peut avoir conduit à la négligence des toxicomanes. Les chercheurs finlandais² projettent maintenant d'évaluer l'efficacité des programmes d'échange de seringues dans le pays. Au Portugal, une deuxième enquête sur les toxicomanes par injection, entreprise en 1999, a révélé que les informations disponibles pour ce groupe quant à sa façon de se prémunir étaient insuffisantes.³ Le programme national d'échange de seringues par les pharmacies a récemment été amélioré par l'ajout d'un prospectus d'information sur les comportements à risque.

La sensibilisation des décideurs politiques face au VIH semble également avoir diminué par rapport au début des années 1990, probablement parce que le SIDA est moins perçu comme un problème grave en Europe occidentale. Toutefois, les taux élevés d'infection parmi les UDVI touchent non seulement les consommateurs de drogue mais également leurs partenaires sexuels et leurs nouveau-nés, ce qui fait peser une réelle menace sur l'ensemble de la population.

En Espagne, pays qui a connu une vaste épidémie de VIH parmi les UDVI dans les années 1980, le SIDA transmis par rapports hétérosexuels est largement imputable à l'infection des partenaires des UDVI. L'incidence du SIDA au Portugal a récemment dépassé celle de l'Espagne. De plus, la transmission du VIH dans l'ensemble de la population apparaît également élevée, comme le montrent les résultats des donneurs de sang (30/100 000 en 1997).⁴ Malgré une forte augmentation des mesures pour réduire les effets nocifs sur la santé, celles-ci sont encore insuffisantes. L'OECD entreprend des projets pour améliorer les données sur les maladies infectieuses des UDVI et pour étudier la mise en place dans l'UE de mesures pour réduire les effets nocifs des drogues.

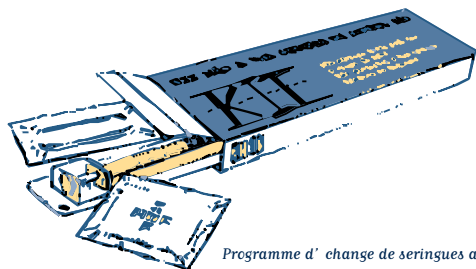
**Lucas Wiessing (OECD), Airi Partanen (STAKES, Helsinki),
Maria Jos Campos (Abraço, Lisbonne)**

¹ Valle, H., et al. "HIV, HCV and HBV infection in a group of drug addicts from Lisbon". (Infection par le VIH, VHC, VHB dans un groupe de toxicomanes de Lisbonne), septième conférence européenne sur les aspects cliniques et le traitement de l'infection par le VIH. 23-27 octobre 1999. Lisbonne, Portugal [extrait 866].

² A-Clinic Foundation, le Point focal finlandais et l'Institut national de la santé publique.

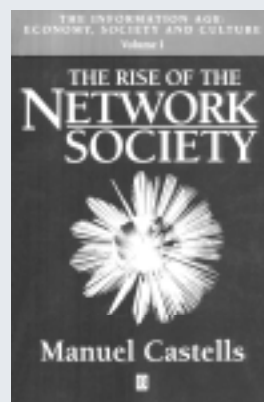
³ MIRO (Methods Impact Research Outreach).

⁴ Source EuroHIV.



Programme d'échange de seringues au Portugal

LIRE



**The Information Age:
Economy, Society and Culture**
**L'ère de l'information : économie,
société et culture**

L'exégèse en trois volumes de Manuel Castells *The Information Age: Economy, Society and Culture* est un tour de force académique qui définit les questions de la mondialisation, dont la plupart d'entre nous n'ont qu'une vague idée. Le premier volume : *The Rise of the Network Society* (La société en réseaux) traite de la révolution vécue par les technologies de l'information, l'économie de l'information, la mondialisation et le développement des réseaux interactifs. Le deuxième volume : *The Power of Identity* (Le pouvoir de l'identité) examine le pouvoir et sa signification dans la société en réseaux et le défi qu'elle pose à l'État, à la politique de l'information et à la crise de la démocratie. Le troisième volume : *End of Millennium* (Fin de millénaire) couvre la chute de l'Union soviétique, le capitalisme de l'information, l'unification de l'Europe, l'État en réseaux et l'économie criminelle dans le monde. Il étudie également le trafic de drogue, la dépendance et l'Amérique latine. Intellectuellement stimulants et bien écrits, ces ouvrages sont une lecture essentielle pour quiconque s'intéresse aux réseaux, à la drogue et à la mondialisation de l'économie.

Publié par : Blackwell Publishers Ltd, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, UK. Tel: ++ 44 1865 791100.

Fax: ++ 44 1865 791347.

<http://www.blackwellpublishers.co.uk>.

Auteur : Manuel Castells.

Date : 1998.

Langue : anglais.

Prix : £30 pour la série (+ £2.50 frais d'envoi).

ISBN pour la série : 0-631-21594-8.

Volume I : 1-55786-617-1 (paperback)/1996.

Volume II : 1-55786-874-3 (paperback)/1997.

Volume III : 1-55786-872-7 (paperback)/1998.

Les volumes peuvent être commandés auprès de: Marston Book Services, PO Box 269, Abingdon, Oxon OX14 4YN, UK. Tel: ++ 44 1235 465550.

Fax: ++ 44 1235 465555.

L'OECD est chargé de la sélection des ouvrages de cette rubrique et du texte présenté. Toutefois, le contenu des livres et les opinions qu'ils expriment relèvent de la responsabilité des auteurs eux-mêmes.

2^e Conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies

La 2^e Conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, intitulée "L'Évaluation : un instrument clé pour améliorer la prévention des toxicomanies" s'est déroulée du 2 au 4 décembre 1999 dans l'enceinte du Parlement européen à Strasbourg. Organisée par l'OEDT et la Commission européenne, la Conférence a accueilli plus de 160 participants venus des États membres de l'UE, des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et, encore plus loin, du Canada, du Chili, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et des États-Unis. Des représentants du groupe Pampidou, de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue y ont également participé.

Parmi les principaux orateurs à la session inaugurale, Jacques Bury, de l'Association des écoles de santé publique dans la région de l'Europe (ASPHER), a donné le ton par son allocution : "L'évaluation est-elle un instrument clé d'amélioration?". Pour sa part, Georges Estievenart, Directeur de l'OEDT, a défini les objectifs de la Conférence et a d'entrée de jeu affirmé que l'évaluation ne doit pas être perçue comme un mécanisme de contrôle appelant à sanctionner les programmes et conduisant à des décisions de financement fondées exclusivement sur des résultats. Il a continué en déclarant que "si nous mettons en avant l'évaluation comme un outil d'amélioration et de conduite des projets, il convient alors aussi d'apprécier la valeur des informations tirées des interventions les moins réussies".

À la session de clôture, Margareta Nilson, chef du Département Réduction de la Demande à l'OEDT, a mis en perspective "l'avenir de l'évaluation", tandis que Jean-François Girard, conseiller d'État en France, a partagé son expérience et ouvert une "perspective différente sur l'évaluation".

La Conférence a fait le bilan des développements en matière d'évaluation de la prévention depuis la première Conférence de l'OEDT sur ce sujet (Lisbonne, mars 1997) et a présenté l'évaluation systématique comme un instrument d'amélioration des pratiques de prévention. Les sessions de la Conférence de Strasbourg ont démontré aux professionnels comment la théorie et les principes d'évaluation pouvaient être mis en pratique au quotidien en se servant d'instruments tels que ceux mis au point par l'OEDT (lignes directrices, banque d'instruments d'évaluation, EDDRA, etc.). La nécessité d'engager les décideurs à intégrer la dimension de l'évaluation dans les projets de prévention qu'ils ont l'intention de financer a également été abordée.

La Conférence a adopté un ensemble de recommandations qui visent à faciliter et à promouvoir une "culture de l'évaluation" dans les programmes et les stratégies de prévention contre les toxicomanies dans les États membres (voir ci-contre).

Gregor Burkhardt et Ulrik Solberg



DES RECOMMANDATIONS POUR PROMOUVOIR L'ÉVALUATION

L'objectif de la 2^e Conférence européenne sur l'évaluation des toxicomanies était double :

- faire un bilan des réalisations dans le domaine de l'évaluation dans les États membres de l'UE ;
- réfléchir aux moyens appropriés pour intégrer l'évaluation dans les projets de prévention des toxicomanies.

La Conférence a conclu que l'évaluation était un instrument à même d'assurer une meilleure rentabilité des stratégies de prévention. En six ateliers, la Conférence a adopté 24 recommandations¹ couvrant : les besoins préalables et les moyens d'évaluation ; les critères de qualité de l'évaluation ; les objectifs de l'évaluation ; les techniques d'évaluation ; la formation et le partage du savoir-faire ; et les besoins de recherche. En particulier, il a été souligné que les personnes clés engagées dans un programme doivent également être impliquées dans la planification de l'évaluation et que toutes les personnes concernées doivent constamment obtenir un retour d'information.

La Commission européenne a informé les participants de son souhait d'examiner et d'utiliser les recommandations de la Conférence comme la base d'une proposition formelle au Conseil, de recommandations de l'UE soulignant l'importance de l'évaluation. Celle-ci fera partie intégrante de toutes les initiatives et programmes de l'Union dans le cadre de la Stratégie de l'Union européenne de lutte contre la drogue (2000-2004), exercice auquel l'OEDT devrait contribuer. Des recommandations formelles de l'UE faciliteraient sans aucun doute le développement des pratiques d'évaluation dans les États membres. L'OEDT soutiendra fermement une telle approche.

Philippe Roux

¹ Pour recevoir l'intégralité des recommandations de la Conférence, contacter Philippe.Roux@emcdda.org

Entre guillemets

À la veille de la Conférence de Strasbourg, Georges Estievenart, Directeur de l'OEDT, a appelé à "un changement d'idéologie en faveur d'une évaluation plus systématique des initiatives de prévention des toxicomanies" qui, selon lui, devrait permettre de "rendre les jeunes Européens plus sains, d'économiser de l'argent sur le traitement et de réduire la criminalité liée à la drogue". Il a déclaré : "Il est essentiel de connaître ce qui marche et ce qui ne marche pas dans nos actions pour maintenir les personnes loin des drogues. Si tous les programmes de prévention des toxicomanies étaient habituellement évalués, l'UE récolterait de grandes victoires dans la campagne globale contre les drogues. "Il a en outre ajouté que "ce n'est que si les programmes en matière de drogues sont couramment évalués que nous pourrions garantir que l'argent dépensé à relever le défi des drogues – dans le domaine de la prévention et de la santé publique – produit le bénéfice maximal en terme social."

OEDT/Europol : r union annuelle

La troisième réunion annuelle entre l'OEDT et Europol dans le cadre de l'Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques a eu lieu au siège d'Europol à La Haye, le 15 octobre 1999. L'Action commune accorde une part égale de responsabilité à l'OEDT et à Europol pour l'établissement d'un système d'alerte rapide capable de collecter et d'échanger des informations sur la production, le trafic et la consommation des nouvelles drogues synthétiques, en tenant compte des missions respectives de ces deux structures.

Lors de la réunion, elles ont défini des domaines de travail pour la collecte des données et la mise au point d'indicateurs harmonisés. En ce qui concerne les indicateurs relatifs à l'application de la loi, une première division du travail a été convenue. D'une part, Europol orientera ses activités sur les saisies et les indicateurs de prix/pureté tandis que l'OEDT mettra au point ses cinq indicateurs épidémiologiques et servira de "centrale d'information de l'UE" pour tous les indicateurs et statistiques liés aux drogues.

Un projet de protocole d'accord entre les deux structures a été discuté lors de la réunion. Sa faisabilité sera examinée par le service juridique d'Europol. Entre temps, les instruments de coopération déjà existants dans le cadre de l'Action commune seront renforcés.

Alain Wallon

OEDT/PNUCID : groupe de travail constitué d'experts

L'OEDT a participé du 6 au 10 décembre à Vienne à une réunion du groupe de travail d'experts, parrainée par le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (PNUCID).¹ La réunion avait pour objectif d'échanger des informations et l'expérience acquise sur le rôle du système pénal dans le traitement et la réinsertion des délinquants toxicomanes.



L'OEDT ET SES PARTENAIRES

OEDT/Groupe Pompidou : protocole d'accord

L'application du protocole d'accord signé le 29 septembre 1999 entre l'OEDT et le Groupe Pompidou a constitué le thème central d'une réunion de travail organisée entre ces deux structures le 9 novembre 1999 à Lisbonne. Des projets et des activités spécifiques ont été définis au cours de cette réunion, susceptibles de renforcer la coopération entre les organismes, en développant une synergie et en évitant les doubles emplois.

Les participants à la réunion se sont entendus sur les mesures suivantes :

- poursuivre les efforts pour lancer une étude pilote mixte sur l'application d'indicateurs des coûts sociaux des drogues dans un seul État membre de l'UE et un seul pays d'Europe centrale et orientale ;
- participer conjointement au groupe d'action financière de l'OCDE, en coopération avec Europol ;

- assurer la complémentarité et la synergie avec les pays Phare, en tenant compte de la participation futur des pays candidats à l'adhésion à l'UE au sein des activités de l'OEDT ;

- veiller à ce que l'OEDT prenne en compte la connaissance et l'expérience du Conseil de l'Europe dans le développement de son système d'informations juridiques sur les drogues.

Par ailleurs, ces deux structures ont convenu de poursuivre les échanges d'informations à propos des problèmes épidémiologiques et d'accroître leur collaboration dans le domaine des femmes et la drogue, notamment en publiant un ouvrage commun. Il a été également question de la contribution de l'OEDT à la Conférence ministérielle du Groupe Pompidou qui doit avoir lieu en octobre 2000 à Sintra (Portugal) sur les politiques de réduction des effets nocifs.

Ignacio Viquez Molin

Les juges et les représentants des services de poursuites judiciaires en Autriche, en Irlande, au Royaume-Uni et en Suède, de même qu'en Australie, au Canada et aux États-Unis ont analysé les bonnes pratiques dans le traitement de cette forme de délinquance. Ils ont souligné en particulier l'importance des tribunaux spécifiquement créés pour traiter des délits liés à la drogue (Drug Courts), quelques-uns étant déjà en place depuis des décennies dans certains systèmes judiciaires.

Ce système spécifique est une structure chargée de guider les délinquants toxicomanes. Le juge est la figure centrale d'un travail d'équipe cherchant à responsabiliser et à convaincre les délinquants d'abandonner la drogue. Le système a pour but d'exercer le contrôle judiciaire, de procéder à une supervision complète, de veiller à l'essai des drogues, aux traitements, aux services

de réinsertion et d'appliquer des sanctions et des récompenses immédiates. Il vise à réduire la délinquance engendrée par la dépendance à la drogue en recourant à des traitements efficaces et à la réinsertion. Les services de traitement tiennent le tribunal informé des progrès des participants afin de pouvoir dispenser des encouragements ou des sanctions.

Dans l'Union européenne, les expériences de ces tribunaux spécifiques sont encore peu nombreuses. En l'an 2000, l'Irlande lancera un plan pilote pour un programme de 18 mois instituant des tribunaux spécifiques pour les affaires liées à la drogue.

Danilo Ballotta

¹ Groupe de travail constitué d'experts pour améliorer l'impact intersectoriel sur l'instruction des dossiers des délinquants toxicomanes. Pour plus d'informations sur les "Drug Courts" consultez <http://www.drugcourt.org>.

LES ORGANES STATUTAIRES DE L'OEDT

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'OEDT a tenu sa 18^e réunion à Lisbonne du 12 au 14 janvier et a adopté, entre autres, le programme de travail et le budget de l'Observatoire pour l'an 2000 ainsi que le *Rapport général d'activités 1999*.

Les autres points à l'ordre du jour étaient l'application des cinq indicateurs clés harmonisés de l'OEDT, le système d'informations juridiques sur les drogues, une proposition pour une stratégie médiatique de l'OEDT, et les relations avec les partenaires internationaux et le programme Phare.

Le programme de travail 2000 doit terminer la mise en application des tâches définies dans le programme de travail 1998-2000 en cours et préparer le cadre de travail des trois prochaines années (2001-2003) en vue de couvrir progressivement les cinq domaines prioritaires énumérés dans le règlement fondateur de l'OEDT en tenant compte de la nouvelle Stratégie de l'UE de lutte contre la drogue (2000-2004). Pour atteindre ces objectifs, l'OEDT disposera d'un budget de 8,25 millions d'euros et d'un personnel comptant 48 membres.

Kathleen Hernalsteen

Visite royale et pr sidentielle

Le roi Albert II de Belgique et la reine Paola, accompagnés du président Jorge Sampaio et de la première dame du Portugal, se sont rendus à l'OEDT le 23 novembre 1999. Les délégations nationales étaient composées d'hôtes éminents parmi lesquels Louis Michel, vice-premier ministre de Belgique et ministre des affaires étrangères, et l'ambassadeur du Portugal en Belgique, Quevedo Crespo. Le membre belge du Conseil d'administration de l'OEDT, Claude Gillard, et le représentant du Point focal belge, Denise Walckiers, ont également participé à l'événement.

La visite a pris la forme d'une discussion fermée commencée par le vice-président

Comité scientifique

Le comité scientifique de l'OEDT a tenu sa 12^e réunion à Lisbonne les 6 et 7 décembre 1999 et a adopté un avis sur le (projet de) programme de travail 2000 de l'Observatoire. Il a également présenté ses commentaires sur le *Rapport annuel 1999* de l'Observatoire et ses perspectives à moyen terme pour la période 2000-2004. Au cours de la réunion, les résultats ont été présentés par les deux sous-comités créés en 1999 pour évaluer les indicateurs de qualité des études épidémiologiques et de réduction de la demande.¹

Le porte-parole du Point focal national (Portugal) a été invité à participer à la réunion pour présenter les récents développements survenus au sein du réseau REITOX. Parallèlement à l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, les dernières informations sur les substances telles que la MBDB, le 4-MTA, la kétamine et la GHB ont été présentées.

De même a été présenté un rapport sur l'état d'avancement des mesures visant à améliorer les futures procédures d'évaluation des risques, comme il apparaît dans le "Rapport sur l'évaluation des risques de la MBDB".

Lena Westberg

¹Voir DrugNet Europe n° 18.

du Conseil d'administration de l'OEDT, Marcel Reimen. Georges Estievenart, directeur de l'OEDT, a présenté les activités en cours à l'Observatoire ainsi que ses perspectives d'avenir. Richard Hartnoll, chef du Département Épidémiologie de l'OEDT, a exposé les principales tendances de consommation de drogue en Europe.

Un point d'accueil de la presse a été créé pour les journalistes portugais et belges qui ont accompagné la visite. La nouvelle édition du *Rapport annuel 1999* y a été distribuée. Des interviews ont été accordées à un certain nombre de journalistes de télévision, de radio et de la presse écrite sur les activités de l'Observatoire. À l'issue de cette visite, leurs Majestés ont rencontré les membres belges du personnel de l'OEDT.

Kathleen Hernalsteen

OEDT/Europol : rapport sur le contrôle de la MBDB

Le 17 novembre 1999, un rapport d'avancement Europol-OEDT qui fait le point sur les résultats du contrôle de la MBDB a été officiellement présenté au groupe horizontal "Drogues" du Conseil de l'Union européenne. À l'examen de ce rapport, le groupe horizontal a décidé de ne pas demander aux États membres de soumettre la substance à un contrôle commun au niveau européen et d'informer le COREPER de cet avis.

Cette décision fait suite à la soumission par l'OEDT en novembre 1998 de son rapport sur l'évaluation des risques de la MBDB au Conseil et à la Commission européenne à examen et à établissement des procédures de contrôle.¹ Le groupe horizontal "Drogues" n'a pu aboutir à un consensus sur la question en avril 1999 lorsqu'il fut décidé d'entreprendre un contrôle de six mois du marché de la substance et de ses effets nocifs. Ce contrôle a été entrepris conjointement par l'OEDT et Europol par le biais de leurs réseaux respectifs, en vertu des termes de l'article 3 de l'action commune.

Lena Westberg

¹Voir DrugNet Europe N° 15.

Groupe de pilotage sur les nouvelles drogues synthétiques

Le groupe de pilotage du Comité scientifique sur les nouvelles drogues synthétiques s'est réuni le 30 novembre et le 7 décembre 1999 pour débattre principalement de la méthodologie d'évaluation des risques, fondée sur des critères d'attribution de notes et de pondération des caractéristiques. Dans ce contexte, le groupe a envisagé la possibilité d'utiliser des critères de classement et de notation pour mettre au point les *Lignes directrices d'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques*. Un rapport détaillé sur les résultats de cet exercice sera présenté lors de la prochaine réunion du Comité scientifique des 16 et 17 mars 2000.

L'OEDT accueille la 11^e réunion de l'ELISAD

La 11^e réunion annuelle de l'Association européenne des centres d'information et de documentation sur les drogues (ELISAD) s'est tenue à l'OEDT du 4 au 6 novembre 1999. Plus de 50 participants, représentants de quelque 30 organisations dans 16 pays,¹ ont abordé la question de l'organisation de l'information professionnelle sur l'abus d'alcool et de drogue en Europe.

Au cours des trois ateliers de la conférence, les participants ont partagé leurs connaissances et leur expérience en matière de mise en réseau, d'utilisation des sources d'information et de "professions de l'information". Ont également été discutés à ces sessions et en séance plénière les objectifs, les cibles et les méthodes adoptés par l'OEDT et l'ELISAD dans le domaine de l'information. Cet échange de vues a conduit les membres de l'ELISAD à créer de nouveaux groupes de travail chargés des projets suivants :

- construire une "passerelle de thèmes" pour les professionnels, chercheurs et autres utilisateurs, conçue pour sélectionner et faciliter l'accès à l'information et à la documentation dans le domaine de l'alcool et des drogues ;
- créer un journal électronique ELISAD (contact: asinger@club-internet.fr).

À la session de clôture, Georges Estievenart, Directeur de l'OEDT, et Marianne van der Heyden, Présidente de l'ELISAD, ont évoqué plus particulièrement les rôles et les perspectives de leurs structures respectives.

Les principaux résultats de la conférence seront disponibles à partir de janvier 2000 sur le site web de l'ELISAD (<http://www.geocities.com/aodlib>). La 12^e réunion de l'ELISAD aura lieu en automne 2000 à Prague (République tchèque).

Adelaide Seita Duarte

¹ Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse.



Online Information 99 : l'OEDT lance son nouveau site web

Le 7 décembre 1999, l'OEDT a lancé son nouveau site web au cours de la conférence et exposition internationale *Online Information 99* organisée à Londres. Le site web (<http://www.emcdda.org>) a été largement réorganisé et remodelé afin d'en améliorer la navigabilité, l'accès aux informations qu'il contient, et l'attrait visuel.

Les points mis en valeur par le nouveau site sont :

- les détails des principales lignes d'activité de l'OEDT avec la description des projets individuels et les rapports des projets téléchargeables ;
- les publications téléchargeables dans les 11 langues de l'UE ;
- les liens vers les Points focaux nationaux REITOX, les institutions européennes et les sites d'autres organisations liés à la drogue ;
- une nouvelle section de bases de données spécialisées qui sera par la suite enrichie des nouvelles bases disponibles.

L'Observatoire a exposé le site web au stand de l'Union européenne avec les 12 autres services de celle-ci parmi lesquels Eurostat, l'Agence européenne pour l'environnement (Copenhague), la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin) et la Direction générale des entreprises (ex-DG III).

Le nouveau site a été très bien accueilli par une grande diversité d'utilisateurs, notamment des bibliothécaires et documentalistes, des pharmaciens et des professionnels de la médecine, des spécialistes de l'éducation, des fonctionnaires de l'UE et par les médias. L'Observatoire poursuivra ses travaux pour améliorer davantage le site et accepte volontiers tous les commentaires et suggestions, à transmettre à l'adresse : feedback@emcdda.org.

Une nouvelle brochure *l'OEDT en ligne* est disponible auprès de l'OEDT en allemand, anglais, français et portugais.

Rachel Neaman



PUBLICATIONS DE L'OEDT

Nouvelles publications :

- *l'OEDT* en ligne, brochure publicitaire (allemand, anglais, français et portugais).

Prochainement :

- Le *Rapport général d'activités 1999* (allemand, anglais, français) ;
- *Reviewing Current Practice in Drug Substitution Treatment in Europe* (Examen des pratiques actuelles dans les traitements de substitution à la drogue) série Insights, n° 3 (anglais) ;
- *Alternatives to Prison for Drug Offenders* (Alternatives à la prison pour les toxicomanes), série Insights, n°4 (anglais) ;
- *Methods to Integrate Epidemiological Indicators to Address Policy-related Questions on Drug Use* (Méthodes d'intégration des indicateurs épidémiologiques pour traiter les questions d'ordre politique sur la drogue), série Monographies scientifiques, n°4 (anglais) ;
- *Understanding and Responding to Drug Use: The Role of Qualitative Research* (Compréhension de la toxicomanie et réponse au problème : le rôle de la recherche qualitative), série Monographies scientifiques, n°5 (anglais).

De plus amples informations sur les publications de l'OEDT et sur la façon de commander les titres sont disponibles sur le site web à l'adresse <http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml>.

REITOX : réunion des responsables des Points focaux

Les responsables des Points focaux REITOX se sont réunis à Lisbonne les 16 et 17 novembre pour un franc et libre échange de vues sur différents sujets. Au cours d'un programme serré, les membres du réseau ont examiné le programme de travail 2000 de l'OEDT et ont fait le point sur leurs situations nationales, au cours d'un tour de table auquel tous les États membres ont pu prendre part. Il a été demandé aux Points focaux nationaux d'indiquer, entre autres, les thèmes qui leur paraissent importants dans leurs *Rapports nationaux* 2000. Parmi les suggestions : la consommation de drogue en prison, les tendances des nouvelles drogues parmi les jeunes, les minorités ethniques, les maladies infectieuses, et la cocaïne. Les Points focaux nationaux ont ensuite partagé leur expérience au cours d'ateliers sur la constitution de réseaux locaux et le développement d'indicateurs pointus dérivés de la recherche qualitative.

À la suite de la réunion, le Département Coordination REITOX a fait part de son engagement à assurer le bon fonctionnement du réseau dans l'avenir. Différentes mesures sont envisagées comme la mise à disposition des documents deux semaines avant les réunions, la fourniture des calendriers des événements, et la discussion des projets d'ordres du jour et des points de réflexion avec le porte-parole des Points focaux nationaux (Portugal). L'OEDT s'est également engagé à veiller à ce que des échéanciers adéquats soient pris pour l'adoption et la mise en place des contrats REITOX et a convenu de fixer des dates limites pour que les Points focaux obtiennent un retour d'information de l'Observatoire sur leurs *Rapports nationaux*. Des mises à jour régulières des projets actuels du Département, des sous-traitants et des calendriers ont également été promises.

Roger Lewis

Bonne année !

L'OEDT souhaite à tous les lecteurs de *DrugNet Europe* une bonne année 2000 et un heureux début du nouveau millénaire.

Calendrier de l'OEDT

12-14 janvier – Conseil d'administration de l'OEDT, Lisbonne.

20-21 janvier – R union OEDT/PNUCID sur les indicateurs épidémiologiques et le programme global sur l'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogue, Lisbonne.

25-26 février – Projet de réunion OEDT sur la drogue, l'exclusion sociale et les minorités, Bruxelles.

9-10 mars – R union des responsables des Points focaux REITOX, Lisbonne.

17 mars – Groupe de pilotage de l'OEDT sur les nouvelles drogues synthétiques, Lisbonne.

17-18 mars – Comité scientifique de l'OEDT, Lisbonne.

Autres réunions

5 février – R union du groupe de réunion internationale, Centro Italiano di Solidarietà, Rome.

Réunions de l'UE et lectionnaires

19 janvier, 16 février, 23 mars – Groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.

28-29 février – 2^e Conférence commune, Commission européenne/Présidence portugaise/Parlement européen sur les politiques en matière de drogue en Europe : Stratégie de l'UE de lutte contre la drogue 2000-2004, Bruxelles.



VISITES L'OEDT

Brésil : Le 8 novembre 1999, Walter Fanganiello Maierovitch, Secrétaire national de lutte contre la drogue au Brésil, a eu un échange de vues avec le directeur de l'OEDT et son personnel sur les activités de l'Observatoire. Les discussions ont abouti à un certain nombre de propositions préliminaires à une coopération et des activités communes dans le futur.

Irlande : Le 15 novembre, une délégation de la commission mixte des affaires européennes du Parlement irlandais, présidée par Bernard Durkan, a rendu visite à l'OEDT. Les échanges ont porté sur les mesures d'intervention contre l'héroïne, les différentes stratégies nationales vis-à-vis des traitements de maintenance à la méthadone, et les réponses nationales et communautaires face au phénomène de la drogue en général.

Suisse : Le 18 novembre 1999, Ueli Löcher, vice-directeur de l'Office fédéral suisse de la santé publique et chef de l'unité principale chargée de l'abus de substances et du SIDA, et Diane Steber Büchli, chef de l'unité chargée des affaires internationales liées à la drogue, ont échangé des informations et partagé leur expérience avec le personnel de l'OEDT sur un certain nombre de sujets, notamment les systèmes de collecte de données sur les drogues, l'évolution de la législation sur les drogues et l'évaluation des activités de réduction de la demande en Suisse et dans l'UE.

Bulgarie : Le 13 décembre, Vladimir Shopof, conseiller à la justice et aux affaires intérieures de la mission de la République de Bulgarie auprès des Communautés européennes, est venu à l'Observatoire, suite à la demande de la Bulgarie de participer aux activités de l'OEDT (notifiée officiellement à la Commission en novembre 1999). La réunion fut l'occasion d'examiner la coopération en cours entre l'OEDT et la Bulgarie dans le cadre du projet de systèmes d'information sur les drogues du programme Phare et d'explorer les besoins et les possibilités d'une future coopération.

Alexis Goosdeel, Ignacio Viquez Molin et Gonçalo Felgueiras